

Rédacteur : Mme LE FOULGOCQ

PROCES-VERBAL

de la réunion du 24 mars 2005

OBJET : **NATURA 2000 – Département 51 –**
 Site « Savart du camp militaire de Suippes »
 Réunion d'installation du comité de pilotage

REFERENCE : **- Lettre n° 1026/RTNE/EM/DIV SOUT/BSI/DOM/URB du 26/02/2005.**

Participaient à cette réunion :

♦ COL REQUILLARD	RT NE/Adjoint chef division soutien
♦ LCL DINET	GTC Mourmelon
♦ LCL GUILLON VERNE	GTC Mourmelon
♦ LCL VINDIOLET	DMD 51 Adjoint
♦ LCL GERONDE	Détachement du camp de Suippes
♦ LCL VALLEE	EG Châlons-en-Champagne
♦ CNE MATTHIEU	Chef de section air-sol Suippes
♦ M. MONTAGUT	EMAT/BSI
♦ M. BARTEAUX	EM/RTNE/BSI/DOM-URB
♦ MME LE FOULGOCQ	EM/RTNE/BSI/DOM-URB
♦ M. RIBOURTOUT	EG Châlons-en-Champagne
♦ M. VALDENNAIRE	Direction régionale de l'environnement Champagne-Ardenne
♦ M. CARLES	Office National des Forêts
♦ MME LECOEUR	Office National des Forêts
♦ M. BELNOT	Conservatoire naturel régional de Champagne-Ardenne
♦ M. GALARD	Conservatoire naturel régional de Champagne-Ardenne
♦ M. DURLET	Ligue de Protection des Oiseaux
♦ M. HERVE	Ligue de Protection des Oiseaux
♦ M. LABAT	Maire de Massiges
♦ M. GODIN	Maire de Souain
♦ M. MAUCLERT	Maire de Suippes
♦ M. JANSON	Maire de Wargemoulin-Hurlus
♦ MME GUYOT	Maire de Sommepy-Tahure

Absents non excusés :

- ♦ M. le préfet de la région Champagne-Ardenne
- ♦ M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
- ♦ M. le maire de Cernay en Dormois
- ♦ M. le maire de Gratreuil
- ♦ M. le maire de Minaucourt le Mesnil les Hurlus
- ♦ M. le maire de Rouvroy Ripont

Absent excusé :

- ♦ DIRGENIE Metz
- ♦ MME le conseiller général du canton de Suippes

La réunion d'installation du comité de pilotage du site Natura 2000 « Savart du camp militaire de Suippes » s'est déroulée au camp de Suippes le jeudi 24 mars 2005 à 14H00.

Le colonel REQUILLARD accueille les participants. Il introduit la réunion en précisant qu'il a souhaité la présence d'un représentant de l'armée de l'air car le réceptacle de tir, qui est inclus dans le site, est fortement utilisé par cette dernière.

Il passe ensuite la parole à monsieur VALDENAIRE afin qu'il développe le 1^o point inscrit à l'ordre du jour : présentation de Natura 2000.

Monsieur VALDENAIRE décrit ce qu'est le réseau Natura 2000 et évoque les directives oiseaux (1979) et habitats-faune-flore (1992).

Il détaille également le processus de labellisation d'un site, qui va du choix et de la désignation du périmètre, en passant par l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB) pour finir par l'évaluation des mesures de gestion et la révision du DOCOB tous les 6 ans.

Il souligne le fait que Natura 2000 cherche à concilier les exigences écologiques des habitats et des espèces et les activités humaines ayant lieu sur le site.

D'ailleurs, il continue en précisant que les sites Natura 2000 ne sont pas des sanctuaires de nature, pour lesquels un règlement fixe une fois pour toutes des interdictions à l'encontre de toute activité humaine.

A propos du site « Savart du camp militaire de Suippes », monsieur VALDENAIRE indique que si le camp était devenu une zone agricole, les habitats et espèces présents actuellement n'existeraient plus depuis longtemps.

De façon à ce que cet état perdure, des contrats pourront être conclus entre le préfet et l'autorité militaire afin d'aider au financement d'opérations de débroussaillage, par exemple.

Ensuite, monsieur VALDENAIRE fait l'historique de la création du site, objet de la présente réunion. Il rappelle que le commandement de la région terre nord-est a donné son accord le 06/06/2003 pour la délimitation et la labellisation d'une partie du camp militaire, c'est-à-dire environ 7929 hectares. Le 23/09/2003, le préfet de la Marne a transmis le site aux ministres de l'écologie et de la défense. Le 07/12/2004, la commission européenne a reconnu le site comme étant d'intérêt communautaire.

Le lieutenant-colonel GERONDE présente les contraintes liées à l'utilisation du camp.

Il explique que le camp militaire de Suippes, d'une superficie de 14000 hectares, est destiné à l'entraînement au tir à munitions réelles. Il est utilisé pour le tir par l'armée de terre et comme réceptacle de tir par l'armée de l'air, jour et nuit et week-ends compris. C'est un champ de tir permanent.

Par ailleurs, 4 types d'entraînement s'y déroulent :

1) Artillerie

En 2004, 8963 obus d'artillerie de 155 mm et 9160 obus de mortier de 120 mm ont été tirés.

2) Interarmes Symphonie

En 2004, ont été tirés : 3220 obus Leclerc 120 mm, 259 missiles anti-chars et 1979 obus 105 mm X30-X10. Le parcours Symphonie est unique en France. Il représente 24 km² et est utilisé en moyenne 120 jours par an.

3) Toutes armes

En 2004, ont été tirés : 900000 munitions, 260 missiles, 4774 grenades et 2400 kgs d'explosifs.

4) Armée de l'air

En 2004, il y a eu 12012 passes, 4822 tirs canon et 7190 bombes et roquettes tirées.

Cela montre que le camp militaire de Suippes est un camp aux activités spécifiques, uniques et nombreuses.

Le lieutenant-colonel GERONDE poursuit en insistant sur l'aspect sécurité. En effet, le danger provient des activités quotidiennes, qui engendrent une pollution pyrotechnique, qui est doublée d'une pollution historique remontant aux 1^o et 2^o guerres mondiales. En outre, le centre du camp est un réceptacle à munitions dont l'accès est strictement limité.

Pour ces raisons, le camp est une zone à accès réglementé. Tout accès est interdit sans autorisation préalable. Un accompagnement est obligatoire, avec prise de consignes au préalable et compte-rendu au départ.

Le lieutenant-colonel GERONDE conclut en donnant les chiffres d'occupation du camp en 2004. A titre d'information, il y avait 12720 hommes en septembre 2004 et toute la superficie du camp n'était pas occupée alors qu'il n'y avait que 1500 hommes en janvier 2004 et tous les champs de tir étaient en service.

Monsieur CARLES, opérateur, indique qu'il est bien conscient des difficultés de circulation et des dangers présents sur le camp et sur la zone du réceptacle. C'est pourquoi il est très favorable à un accompagnement lors des prochaines visites dans un souci de sécurité.

Il passe la parole à madame LECOEUR, en charge de la rédaction du DOCOB, qui va aborder la présentation de la méthode de travail de l'opérateur.

Elle rappelle que les camps militaires ne sont pas touchés par la grande agriculture, ce qui explique qu'il y existe des associations végétales qui ont disparu ailleurs. C'est le cas de ce site où l'on retrouve des pelouses sèches appelées savarts.

La méthodologie qui sera appliquée pour ce site sera la suivante :

- recherche bibliographique (fiche ZNIEFF, photos aériennes en vue de l'étude de l'évolution des savarts)
Il s'agit d'une phase préparatoire aux inventaires écologiques.

- Phase de terrain

- . qualification des habitats naturels par le biais de relevés botaniques qui permettront de faire le lien entre les habitats découverts lors des recherches bibliographiques et ceux se trouvant effectivement sur le site,
- . vérification de l'état de la végétation par rapport à l'état type pointé par la directive habitats.

L'ONF se chargera des milieux boisés et le conservatoire naturel de Champagne-Ardenne des milieux ouverts.

Monsieur BELNOT informe que la campagne de recensement des insectes aura lieu en 2006 mais qu'il fera déjà des passages en juillet/août 2005. Il découvrira peut-être des espèces d'intérêt communautaire non recensées dans la fiche Natura 2000 mais présentes sur le terrain, comme par exemple des libellules au bord de la Dormoise.

Il ajoute que la période d'observation des espèces s'étend de mars à septembre. Si l'accès au camp n'est possible qu'en août, ne seront observées que les espèces présentes à ce moment précis. Cependant, monsieur BELNOT est conscient des difficultés d'accès au site et les prendra en compte.

A ce sujet, le lieutenant-colonel DINET suggère une étroite collaboration entre le camp, l'ONF et le conservatoire. Ainsi, si la météo s'avère un jour mauvaise et empêche les activités aériennes, l'ONF et/ou le conservatoire pourra venir mener des observations sur le camp. L'ONF agréée cette idée et profitera de toutes les opportunités.

Le colonel REQUILLARD précise qu'une autorisation d'accès nominative avec un contact clairement nommé sur le camp sera rapidement délivrée pour un an aux représentants de l'opérateur et du conservatoire ayant à conduire des études sur le site. Le contenu de l'autorisation détaillera toutes les conditions d'accès à respecter. Une copie sera adressée à la préfecture.

Cela pourra déboucher sur une réunion interne afin que les moyens d'adaptation possibles soient discutés localement.

Madame LECOEUR poursuit en parlant des chauves-souris, dont les inventaires se font en été la nuit, en juillet plus particulièrement. Le lieutenant-colonel DINET n'est pas favorable à ce que quelqu'un entre dans les cavités car il s'agit de lieux très dangereux. Seules les observations extérieures sont possibles.

Elle termine sa description de la première partie de travail confiée par la DIREN qui aboutira, consécutivement à l'identification des habitats d'intérêt communautaire et prioritaire, à la hiérarchisation des enjeux.

Par la suite, viendra l'analyse socio-économique qui sera tournée vers les activités militaires, ce qui conduira à des propositions de mesures de gestion en accord avec l'autorité militaire.

Monsieur VALDENNAIRE ajoute que l'inventaire écologique essaiera d'être exhaustif, et donc ne se cantonnera pas à la seule directive habitats.

.../...

Monsieur CARLES explique que l'espace à prospector est très vaste (7929 hectares) et que les conditions d'accès seront restreintes. En conséquence, un retour limité et régulier à partir de placettes permanentes semble plus envisageable qu'un inventaire exhaustif, ce qui permettra de surveiller l'évolution et recenser des espèces non vues la première fois. Ainsi, il ne sera pas nécessaire de reparcourir le site.

Madame LECOEUR souhaite pouvoir travailler sur la limitation des habitats naturels (savarts) et des zones forestières en juillet/août 2005. A l'occasion d'une prochaine réunion, seront exposés les résultats des inventaires avec cartographies et images.

Le lieutenant-colonel DINET demande quelles seront les incidences de Natura 2000 sur les activités militaires une fois l'inventaire complet effectué.

Monsieur CARLES lui répond que si les habitats et espèces sont présents malgré l'activité militaire incessante, cela signifie que les conditions nécessaires et suffisantes de préservation sont atteintes.

Il est vrai que certains milieux deviennent envahissants sans intervention humaine. Cela conduira peut-être à la mise en œuvre de travaux de débroussaillage.

Le colonel REQUILLARD fait remarquer que les travaux nécessaires ne seront pas forcément possibles si la zone concernée est polluée. Monsieur CARLES propose de travailler au coup par coup ; si un milieu ouvert tend à se refermer, l'autorité militaire dira s'il est possible ou pas de débroussailler. En fait, l'idée maîtresse est de conserver la nature en l'état.

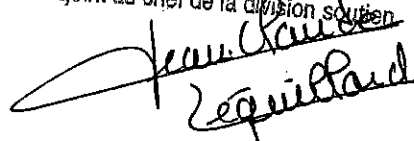
Le lieutenant-colonel DINET ajoute que depuis les manœuvres se font autour du camp, l'intérieur se referme d'un point de vue végétal.

Le lieutenant-colonel GERONDE pose la question du pacage. Monsieur BELNOT répond qu'il s'agit du mode de gestion le mieux adapté.

Le colonel REQUILLARD conclut la réunion en soulignant que l'autorisation d'accès sera rapidement traitée. Il demande la tenue d'un comité restreint début octobre 2005 en présence de la RT, du camp, de la DIREN, de l'ONF et du Conservatoire afin de faire le point sur le bon déroulement des visites.

Le colonel REQUILLARD remercie les participants. La réunion s'achève à 15H30.

Le colonel J.-Claude RÉQUILLARD
adjoint au chef de la division soutien



Signature of Jean-Claude Réquillard